



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 27 du 11 juin 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 12 juin 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	521
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	521
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	521
Bureau des réglementations	521
Extrait de l'arrêté du 10 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1996 portant réglementation des débits de boissons dans le département de la Meurthe-et-Moselle	521
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	521
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	521
Extrait de l'arrêté du 4 juin 2009 concernant le captage de la source du Moulin de Bernawé par le Syndicat Intercommunal des Eaux de Mercy-le-Haut	521
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	521
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	521
Service actions et établissements de santé	521
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/541-09 du 20 mai 2009 portant modification de l'agrément n° 115 de l'entreprise de transports sanitaires EUROPA, 23 route de Ville-en-Vermois - 54210 Saint-Nicolas-de-Port.....	521
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	522
Service santé et protection animales et environnement	522
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.072 du 4 juin 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Mathieu LAMANT, vétérinaire à Vandoeuvre-lès-Nancy.....	522
AUTRES SERVICES	522
VILLE D'ESSEY-LES-NANCY	522
RECTIFICATIF - Extrait de l'arrêté du 3 juin 2009 portant application du règlement local de publicité	522
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	523
Décision du 11 juin 2009 accordant délégation de signature	523
Décision du 11 juin 2009 accordant délégation de signature	523
Décision du 11 juin 2009 accordant délégation de signature	523
AVIS ET COMMUNICATIONS	524
AUTRES SERVICES	524
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	524
Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un manipulateur d'électroradiologie du 8 juin 2009	524

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations*

Extrait de l'arrêté du 10 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1996 portant réglementation des débits de boissons dans le département de la Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1996 portant réglementation des débits de boissons est ainsi complété :

Les discothèques, cabarets, dancings, pianos-bars et cafés-théâtres pourront bénéficier, en raison de la spécificité de leur activité, après avis du maire, de dérogations individuelles d'ouvertures tardives, d'une durée de six mois à un an renouvelables.

Le reste de l'arrêté susvisé demeure sans changement.

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, MM. les sous-préfets de TOUL, BRIEY et LUNEVILLE, les maires des communes du département, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les communes du département et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera notifié à M. le président de la fédération de l'industrie hôtelière de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Michel JEANNEY

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

Extrait de l'arrêté du 4 juin 2009 concernant le captage de la source du Moulin de Bernawé par le Syndicat Intercommunal des Eaux de Mercy-le-Haut

Arrêté préfectoral du 4 juin 2009 déclarant l'utilité publique :

a) la dérivation des eaux par le captage de la source du Moulin de Bernawé par le Syndicat Intercommunal des Eaux de Mercy-le-Haut

b) l'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau

et autorisant la poursuite de l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle ou en mairie de Fillières, Joppécourt et Mercy-le-Haut.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES***Service actions et établissements de santé*

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/541-09 du 20 mai 2009 portant modification de l'agrément n° 115 de l'entreprise de transports sanitaires EUROPA, 23 route de Ville-en-Vermois - 54210 Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : L'arrêté DDASS/AES/N° 152 du 2 juillet 2004 est ainsi modifié :

Dénomination sociale : EUROPA

Forme : SARL

Capital : 50 000 €

Nom commercial : EUROP AMBULANCE

Siège social : 23 route de Ville-en-Vermois

54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Gérants : Monsieur ERPELDING Francis - Monsieur ERPELDING Bruno

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à Messieurs ERPELDING Francis et ERPELDING Bruno et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière - 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES*Service santé et protection animales et environnement***Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.072 du 4 juin 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Mathieu LAMANT, vétérinaire à Vandoeuvre-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEArticle 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Mathieu LAMANT
Docteur Vétérinaire
12 rue de Franche Comté
54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 4 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Emmanuelle PORTEMER

AUTRES SERVICES**VILLE D'ESSEY-LES-NANCY****RECTIFICATIF - Extrait de l'arrêté du 3 juin 2009 portant application du règlement local de publicité**

Le maire de la commune d'Essey-lès-Nancy

Considérant que le développement urbain et économique de la commune, dans le cadre des différentes zones d'activités et d'habitation, nécessite la modification du règlement de publicité par :

- une simplification des zones de publicité restreinte,
- une révision des dispositions permettant d'affiner et de simplifier l'application de la réglementation ;

Considérant que la commune d'Essey-lès-Nancy souhaite protéger son environnement et aménager son espace de manière harmonieuse et cohérente,

ARRETEArticle 1^{er} : Le règlement local de publicité de la ville d'Essey-lès-Nancy, révisé, est applicable dès l'accomplissement de la dernière formalité de publication et publicité.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché en mairie, pendant un mois, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

En outre, mention en sera faite dans la rubrique des annonces légales de deux quotidiens régionaux : l'Est Républicain et le Républicain Lorrain.

Article 3 : Le règlement local de publicité de la ville d'Essey-lès-Nancy est consultable en mairie d'Essey-lès-Nancy et en préfecture de Meurthe-et-Moselle aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Le maire d'Essey-lès-Nancy est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur régional de l'Environnement,
- M. le Directeur départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture,
- M. le Chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine,
- M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Président de l'Union de la publicité extérieure,
- M. le représentant de la société CLEAR CHANNEL, région Grand Est, ZI - rue Gay Lussac - 67201 STRASBOURG,
- M. le Directeur de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT - BP 123 - 54184 HEILLECOURT cedex,
- M. le Directeur de la société JC DECAUX 17 rue Soyier - 92200 NEUILLY SUR SEINE,
- M. le Directeur de la société CBS OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet - 92130 ISSY LES MOULINEAUX,
- M. ADAM Lionel, Directeur de la société PRESENCE EXTERIEURE 13 rue Jacquinot - BP 40145 - 54003 NANCY CEDEX,
- M. le Directeur de l'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Aire urbaine Nancéienne.

Essey-lès-Nancy, le 3 juin 2009

Jean-Paul MONIN,
Maire d'Essey-lès-Nancy

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**Décision du 11 juin 2009 accordant délégation de signature**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Article 1 : Donne délégation à M. Damien PREVOST, Directeur des Achats par intérim, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Mission Grands Travaux et les Services Techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

Article 2 : Donne délégation principale à M. Jean-louis PEROT, Ingénieur en Chef, Coordonnateur technique par intérim des Services techniques, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Fonction Technique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses

Une délégation secondaire est donnée à M. Damien PREVOST Directeur des Achats par intérim.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard ALBALADEJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Pascal DI MAJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-François MILLARD, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, elle est également communiquée au comptable du CHU.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances.

- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juin 2009

Le Directeur Général,
Philippe VIGOUROUX

Décision du 11 juin 2009 accordant délégation de signature

Le Directeur Général du CHU, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des Marchés Publics ;

Vu le Règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres ;

Vu le Guide interne des procédures d'achats, formalisant notamment les marchés à procédures adaptées, dans sa version v3.0.

Article 1 : Délègue sa compétence à l'effet de signer les marchés publics et tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics et les cahiers des clauses administratives générale, à :

- Monsieur PREVOST, Directeur des Achats par intérim ;

- Mademoiselle RUTHMANN, Directrice Adjointe, Directeur des Ressources Humaines ;

- Monsieur PEROT, Ingénieur en Chef coordonnateur technique par intérim des Services Techniques;

- Monsieur STARK, Directeur Adjoint, Directeur des Ressources Humaines.

Article 2 : La présente délégation s'applique pour les marchés à procédure adaptée relevant de l'article 28 ou de l'article 30 du Code des Marchés Publics, et dont le montant est inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code, dans la limite du domaine de compétence des bénéficiaires, c'est-à-dire :

- M. PREVOST : les marchés passés par la Direction des Achats ;

- M. PEROT : les marchés passés par la Mission Grands Travaux et les services techniques de sites ;

- M. STARK, Mlle RUTHMANN : les marchés de formation passés en application de l'article 30 du Code des Marchés Publics.

Au-delà d'un montant inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code., Monsieur le Directeur Général demeure l'unique représentant du pouvoir adjudicateur du CHU de Nancy au sens du Code des Marchés Publics.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- De respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics

- De rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Cette délégation ne peut être déléguée en cas d'absence ou d'empêchement. Dans ce cas, les marchés visés par la présente délégation sont signés par le Directeur Général, représentant du pouvoir adjudicateur, ou le Directeur Adjoint, Coordonnateur du Pôle ressources et Système d'Information, titulaire d'une délégation générale de signature.

La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 juin 2008

Le Directeur Général,
Philippe VIGOUROUX

Décision du 11 juin 2009 accordant délégation de signature

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Article 1 : Donne délégation à M. Damien PREVOST, Directeur des Achats par intérim, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Achats, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, et en son absence pour congés, à Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur Biomédical, coordinatrice de la fonction achat.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur Biomédical, coordinatrice de la fonction achat

- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur Achat Médical et Biomédical

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

Article 2 : Donne délégation principale à M. Damien PREVOST, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Achats, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses et en son absence pour congés, à Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur biomédical, coordinatrice de la fonction Achat.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Madame Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur Achat Médical et Biomédical

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'ils encadrent, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur Acheteur sur le secteur des laboratoires

- M. Stéphane CREUSOT, Ingénieur en charge de la restauration du CHU

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,

- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à celle du 14 avril 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 juin 2009

Le Directeur Général,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un manipulateur d'électroradiologie du 8 juin 2009

Le directeur du centre hospitalier de Verdun

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

Vu le décret 89.613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 20 décembre 1989 fixant la composition du jury et les modalités du concours sur titres permettant l'accès au corps de manipulateur d'électroradiologie médicale,

Vu la vacance d'un poste de manipulateur d'électroradiologie diffusée le 29 mai 2008 non pourvue par des candidats à la mutation,

DECIDE

Article 1 : Un concours sur titres sera ouvert au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir UN poste vacant de manipulateur d'électroradiologie.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires :

- du diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie

- ou du Brevet de technicien supérieur d'électroradiologie médicale

- ou du diplôme de technicien supérieur en imagerie médicale et radiothérapie

de nationalité française ou ressortissants des états membres de la C.E.E.

Article 3 : Les candidats doivent faire parvenir leur candidature écrite, dans un délai d'un mois à compter de la publication du présent avis au recueil des actes administratifs, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- une photocopie de la carte d'identité et le cas échéant, un certificat de nationalité,

- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,

- la copie des diplômes, certificats dûment certifiés conformes,

- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ou une copie de ce document ou de la première page du livret militaire,

- pour les candidats qui n'ont pas effectué de service militaire et âgés de plus de vingt ans, une pièce constatant leur situation au regard des lois sur le recrutement de l'armée,

- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité ou que les maladies ou infirmités constatées ne sont pas incompatibles avec l'exercice des fonctions auxquelles il postule (liste des médecins agréés disponibles à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Verdun),

- un curriculum vitae indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que le secteur privé.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury, conformément à l'article 5 de l'arrêté susvisé.

Verdun, le 8 juin 2009

Pour le directeur adjoint, chargé des ressources humaines,
L'attachée d'administration,
J. AMAR